Comment le Maroc a été vendu.

round homme bonne C
ıort histoire mode créa
e afrique pensée douce
nesignature maroc

Le protectorat
és, dépassés, les
e trône. Enquête
nduit le

ais ce n'est qu'une
et beaucoup plus
commencé ? La
z Abdellah Laroui,

“l'Etat marocain a cessé d'exister à partir de 1880” (in L'Histoire du Maghreb), c'est-à-dire au moment où un rendez-vous important, la conférence de Madrid, a placé le royaume sous contrôle international. Militairement, le pays s'est effondré dès 1844, au lendemain de la bataille d'Isly. Economiquement, il a subi des récessions de plus en plus fortes tout au long du 19ème siècle.

Alors, quelle date retenir ? Consensuellement, la plupart des historiens s'accordent sur l'importance symbolique de l'année 1830. “C'est là, avec l'arrivée de la France en Algérie, que l'histoire marocaine a définitivement basculé”, résume le chercheur Mustapha Bouaziz. L'irruption brutale de l'Europe et de son cortège de valeurs agressives (ses armées, ses politiques, son système économique) a plongé le Maroc dans une sorte de purgatoire. C'est l'année où le compte à rebours devant aboutir à un protectorat en bonne et due forme est enclenché.

Quand le vent du nord a soufflé

Nous sommes donc en 1830, en plein cœur de ce siècle où la face du monde est en train de changer. Pendant que la révolution industrielle (chemins de fer, réseaux routiers, exploitation des sous-sols, développement maritime, matériel de guerre, etc.) et la croissance économique gagnent le monde occidental à toute vitesse, le Maroc vit en autarcie, fermé, jalousement replié sur lui-même. De l'intérieur, le pays bouillonne, soumis aux soubresauts d'une folle instabilité politique. L'anarchie régnante fait ressembler l'ancien empire à un homme au bord de la crise de nerfs. Les sultans se succèdent à un rythme frénétique. En un siècle, depuis la mort de Moulay Ismaïl, le pays a connu pas moins de 20 règnes. Certains sultans n'ont régné que quelques mois à peine, alors que d'autres ont pu, à la faveur de coups d'Etat et de renversements d'alliances, abdiquer avant de retrouver leur trône plusieurs années plus tard : à lui seul, le sultan Abdallah II a ainsi accumulé six règnes intercalés d'autant d'intermèdes.

Le pays est globalement coupé en deux : le bled Makhzen (plaines, ports, grandes villes) soumis à l'autorité du sultan, et le bled siba (montagnes) dissident. Les frontières entre les deux Maroc fluctuent selon la fréquence et la portée des harkas, les expéditions punitives menées par le sultan en personne.

L'organisation de la vie sociale repose sur des règles héritées du Moyen-Age. Agriculture, élevage et artisanat constituent l'essentiel de l'activité économique. Le volume du commerce interne est faible du fait de la difficulté du transport : les routes sont inexistantes et l'insécurité est telle que le pays ressemble à un ensemble d'enclaves. Les déplacements sont lents, coûteux et extrêmement dangereux. Les villes fonctionnent pratiquement sous un régime d'autonomie alimentaire et la campagne est contrôlée par les tribus locales. La vie sociale est par ailleurs rythmée par les cycles de famines et d'épidémies. L'enseignement est réduit à sa plus simple expression (le religieux) et reste

confiné dans les médersas-mosquées. Et il n'existe d'autre médecine que la traditionnelle, à base d'herbes et de produits-miracles.

L'Etat, c'est le sultan

Et l'Etat dans tout cela ? Il existe, bien sûr, mais dans une configuration très éloignée des schémas alors en vogue de l'autre côté de la Méditerranée. Du hajib-chambellan au vizir de la mer (équivalent d'un ministre des Affaires étrangères), en passant par l'amine des oumana (ministre des Finances) et le wazir chikayate (ministre de la Justice), tous ont leurs bniqas-bureaux à l'intérieur du palais. Ce qui ne laisse guère de place au doute quant à la nature du système politique. L'Etat, c'est le sultan. C'est lui qui convoque ministres et conseillers à tour de rôle, rarement ensemble, c'est lui aussi qui nomme et contrôle ses représentants dans le pays profond, les caïds et pachas. Bien entendu, l'amalgame Etat-Sultan a une terrible conséquence : quand le roi mène bataille loin de son palais, c'est-à-dire la moitié de son temps, c'est pratiquement tout l'Etat qui est en berne et l'ensemble du pays est alors livré à lui-même.

On en vient à un autre point important, qui explique à lui seul l'extrême vulnérabilité du royaume chérifien : l'armée. En dehors de factions traditionnellement fidèles (les Boukhara, les Oudaïa, etc.), l'essentiel des troupes est fourni par ce qu'on peut appeler des “intermittents de la guerre” : des combattants occasionnels qui peuvent prendre part à une harka avant de rentrer, à la fin de l'expédition, dans leurs tribus respectives.

On comprend dès lors que cette armée, à l'état de forme aléatoire, à la motivation incertaine et aux effectifs si fluctuants, ait perdu pratiquement toutes les batailles dans lesquelles elle s'est engagée durant le 19ème siècle.

Les pauvres payent pour les riches

Examinons à présent le nerf de la guerre : l'argent. On verra là aussi comment l'organisation du “système financier” du royaume a été à l'origine de son asphyxie et l'a mené tout droit à la mise sous protectorat.

Avec un sous-sol riche mais largement inexploité (sel gemme, cuivre), les principales ressources se réduisent aux impôts et aux droits de douane aux ports. Entre le Makss, le Ma'ouna, la Naïba, la N'foula et la Jiziya, les droits et impôts sont si nombreux qu'ils constituent la première source de soulèvement populaire. En dehors de certaines corporations (les tanneurs à Fès), il n'existe aucun syndicat et aucun moyen de contrer l'arbitraire. La dissidence devient la règle. Un citoyen ou une tribu en colère, c'est un petit Maroc, un de plus, qui bascule dans le bled siba et constitue une nouvelle poche de résistance à l'autorité du “gouvernement” central.

Le phénomène est d'autant plus fréquent que les impôts ne sont ni généralisés ni équitablement répartis. Les Chorfa, tribus alliées et fidèles du sultan, en somme une partie de la bourgeoisie locale, en sont exonérées. Le schéma tient du cliché, ou presque : les pauvres payent pour les riches. Mais, comme nous le rappelle le chercheur Mustapha Bouaziz, “même les riches risquent à tout moment de perdre leurs biens s'ils en viennent à provoquer un coup de sang du sultan”.

La pratique de l'imposition fonctionne au mieux comme une caisse de compensation, au pire comme un gigantesque racket légal. Quand les villes, jadis florissantes grâce au commerce caravanier, sont asphyxiées par le déferlement des vagues européennes, le Makhzen se tourne vers la campagne, déjà pauvre, pour rançonner les tribus via de nouveaux impôts. On imagine aisément le climat social d'alors, avec des ports accrochés aux pieds de l'Europe et une campagne au bord de l'insurrection générale.

Un seul objectif : gagner du temps

Dans ce Maroc qui ressemble furieusement à une bombe à retardement, le commerce extérieur et les activités d'import-export restent une fenêtre intéressante. Probablement la seule. Mais elle est menacée par deux phénomènes récurrents : le monopole du sultan et la protection accordée aux intérêts européens. Le monopole sultanien (les négociants doivent s'affranchir d'un dahir d'agrément-délégation

signé par le sultan et ne peuvent léguer aucun des biens accumulés) est un moyen de contrôler l'enrichissement des sujets marocains. “Le sultan accorde plus facilement ses agréments aux juifs au détriment des musulmans. A ses yeux, les juifs ne constituent aucune menace politique et peuvent par conséquent accumuler plus de richesses”, analyse Mustapha Bouaziz.

La protection accordée aux Européens, d'abord aux commerçants britanniques et français, ensuite à l'ensemble des pays occidentaux, crée une interminable série de désordres : l'exonération des taxes et impôts réduit considérablement les recettes de l'Etat, l'arrivée massive des produits européens tue l'embryon d'industrie locale et dévalue la monnaie nationale. Sans oublier que la protection étendue aux employés et aux relations marocaines de ces mêmes Européens est au final un sauf-conduit qui offre à des milliers de sujets la possibilité d'échapper financièrement, et même juridiquement, à l'autorité du sultan.

Les rois qui se sont succédé tout au long du 19ème siècle ont tenté, chacun à sa manière et avec des fortunes diverses, de circonscrire le mal. Menacés tant par la dissidence locale que par les incursions étrangères, obligés de se débrouiller avec un système économique en instance de mort, ils ont surtout cherché à jouer la montre. Le contexte international les y aidés. Parce que l'Europe a longtemps hésité entre deux attitudes possibles : la méthode anglaise faite d'une politique dite des comptoirs, privilégiant exclusivement les intérêts commerciaux, et la méthode française plus “volontariste” (occupation en douceur, à coups de fortifications militaires, de pénétration institutionnelle et de mainmise économique). Sans oublier la méthode espagnole, belliqueuse voire simplement brutale.

Colonisation, mode d'emploi

Ce Maroc exsangue, en pagaille, complètement désarticulé, incapable de se remettre en ordre de marche, a formidablement aiguisé l'appétit de ses voisins européens, voire de tout le monde occidental. Ce n'est pas pour rien que, au moment de débattre du “problème marocain” à Madrid, douze pays occidentaux, un total impressionnant, sont représentés. A côté des voisins immédiats que sont la France et l'Espagne, on retrouve des pays comme l'Autriche, la Norvège, l'Italie et même les lointains Etats-Unis. Tous se sont pressés à Madrid pour se partager au mieux le gâteau marocain. Le Maroc, premier concerné, est pour l'anecdote, sous-représenté et arrive, le jour J, sans aucune proposition concrète, prêt à ratifier ce que les puissances étrangères lui auront proposé. L'historien Henri Terrasse écrit à ce propos : “Les Belges fondaient au Maroc des entreprises économiques, les Etats-Unis pensaient à se faire céder l'îlot de Perejil (ndlr, le même qui a provoqué la violente crise Maroc-Espagne plus d'un siècle plus tard, en 2002), l'Allemagne commençait par financer les explorations de Rohlfs et de Lenz et, sous couleur d'un établissement pacifique, projetait d'augmenter sa place au Maroc (in Histoire du Maroc)”.

Classiquement, la pénétration européenne a fait appel à trois instruments. L'exploration sociologique via des missions d'explorateurs (Eugène Delacroix, Pierre Loti, etc.), d'abord dans le nord et le long des côtes, ensuite dans le pays profond, a permis d'établir une radioscopie aussi fidèle que possible de la société marocaine. La suprématie économique a permis de créer un nouvel ordre local et d'assujettir le royaume à un consortium de banques européennes. Et les frappes militaires ont détruit les quelques foyers de résistance et fait entendre raison aux sultans.

Le malheur du royaume a été que sa décadence a coïncidé, dans le temps, avec l'émergence d'une nouvelle idéologie : le colonialisme. C'est la tendance lourde de l'époque. Au point que même un intellectuel au-dessus de tout soupçon, comme le poète Victor Hugo, se fend d'une phrase restée célèbre : “Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. Résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires”.

Le nouveau livre de Ali Benhaddou, L'Empire des sultans, qui vient d'être publié aux éditions Riveneuve, regorge de perles colonialistes. En plus de Hugo, l'auteur cite l'étonnant docteur Mauran, théoricien des races : “Si l'on trouve souvent le type du Maure pur, teint mat, nez busqué, œil noir et vif, barbe légèrement frisottante, dents grandes et espacées, haute taille, race de proie par excellence, il y a, à côté, des types qui déroutent et qui prouvent le croisement, l'abâtardissement de la race primitive, types indécis, épais et lourds, mulâtres à tous les degrés”. Le même Mauran, décidément intarissable, explique par ailleurs le malaise de “l'indigène” face à la modernité : “Ils sont encore loin de nous,

loin comme ce passé qui les enserre d'un réseau atavique. Beaucoup ont voyagé et connaissent Marseille, Londres, Paris, l'Egypte. Dans l'étonnement où les plongea le spectacle de notre vie moderne, il entrait bien un peu de superstitieuse terreur et, quand nous les invitons à entrer dans la voie du progrès et de la civilisation, ils ont le vertige comme devant un gouffre insondable où ils craignent de sombrer corps et biens”. Les frères Tharaud, qui ont longtemps figuré parmi les conseillers du maréchal Lyautey, ne font pas dans la dentelle quand ils livrent à leur tour leur vision des Marocains : “Orgueilleux, fanatiques, corrompus, corrupteurs, jaloux les uns des autres, toujours prompts à la critique et peu enclins à reconnaître les services qu'on a pu leur rendre. Ce qu'ils font aujourd'hui est tout pareil à ce qu'ils faisaient hier. Beaucoup de luxe, aucune invention, trop paresseux pour conserver, trop peu doués pour inventer”.

France-Espagne : deux gendarmes pour le royaume

Si le vent du colonialisme a emporté des gens raisonnables et de brillants esprits humanistes, donnant lieu à d'épouvantables théories sur l'inégalité des races, c'est qu'il s'est toujours drapé d'une mission civilisatrice. Coloniser, c'est (se) développer. Le concept relève de la doctrine nationale dans tous les pays d'Europe nouvellement industrialisés. Pour faire passer la pilule aux rares récalcitrants, l'idée est alors d'exagérer les traits de la future colonie, dépeinte comme un pays riche mais inexploité, dominé par desbarbares sans foi ni loi. La recette fonctionne et l'opinion publique épouse les vues de ses dirigeants.

Après avoir longtemps buté sur le veto de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, la France et l'Espagne profitent de l'internationalisation du problème marocain pour occuper définitivement le terrain. Le fruit chérifien est mûr, il menace de tomber à tout moment en cette fin de 19ème siècle. Les sultans ont accumulé suffisamment de dettes auprès des banques européennes : pour payer les tributs de guerres perdues, compenser l'assèchement de la manne fiscale... et maintenir leur train de vie fastueux (Moulay Abdelaziz, qui a régné entre 1894 et 1908, a même établi des records de dépenses inutiles). La faillite économique justifie à elle seule la mise sous scellés de l'administration marocaine.

La France et l'Espagne se partagent logiquement le royaume dans une sorte de concession-délégation offerte par l'ensemble des puissances occidentales. Si l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont fini par abdiquer au profit de leurs deux voisins du sud, c'est avec la garantie que la France et l'Espagne sécurisent les circuits commerciaux sur le sol marocain. En somme : un Maroc développé, doté de routes sûres et de moyens de transport modernes, est le moyen le plus sûr d'offrir une plus-value économique tant convoitée par les Européens.

C'est ce schéma qui a conduit le Maroc, après plusieurs siècles d'indépendance, à capituler officiellement en 1912. Déjà à terre, les mains et les pieds ligotés, le double protectorat qui lui est imposé apparaît même, comble de l'ironie, comme le seul moyen de le “sauver”.

Paroles de sultan. “Je veux aller me reposer en France...”

Sur les circonstances entourant la signature, par Moulay Hafid, du traité de protectorat, Ali Benhaddou rapporte, dans L'empire des sultans, deux anecdotes croustillantes.

“Moulay Hafid, le traditionaliste, est profondément secoué. Arrivé au pouvoir comme symbole de la résistance aux étrangers, il ne peut admettre d'être le sultan des Français. Obsédé par cette pensée morose, il interroge son interprète et conseiller diplomatique, Kaddour ben Ghabrit, érudit, compétent, grand serviteur de la France, futur directeur de l'Institut musulman de Paris :

• Pourquoi les Français restent-ils sur la côte marocaine ?

• Pour maintenir l'ordre et la sécurité, lui répond-il.

• Je comprenais cela au temps de mon frère qui était un souverain sans force, mais moi, je suis capable tout seul de maintenir l'ordre dans mon Etat.

• Les Français se rendront bien compte qu'il ne s'agit que d'une occupation provisoire, ajoute le conseiller.

Moulay Hafid le regarde longtemps, hoche la tête et dit :

• Quand Allah a créé la Terre, il a dit aussi que cette création était provisoire !

Gagné par le scepticisme, soumis à de fortes pressions, Moulay Hafid proteste d'abord, menace d'abdiquer, puis, dans la matinée du 30 mars 1912, finit par signer le Traité de protectorat. Le dernier jour de son règne, il déclare, résigné : “Je voudrais bien aller en France pour retrouver la paix et la sérénité”. Ce qui fut fait sur-le-champ”.